

B.6.2. Damit keine Rechtsunsicherheit entsteht, insbesondere hinsichtlich der Abschlusszeugnisse, die von den Einrichtungen des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten offiziellen Unterrichtswesens ausgestellt worden sind, sind die Folgen, die die für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Inkrafttreten des Dekrets vom 14. Juli 2015 zur Einführung einer Befreiungsregelung für die Unterrichte in Religion und nicht-konfessioneller Sittenlehre in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen und in dem von der Französischen Gemeinschaft subventionierten offiziellen Unterrichtswesen gezeitigt haben, endgültig aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 8 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen und Artikel 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 1994 zur Festlegung der Neutralität des Gemeinschaftsunterrichts, in der vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 14. Juli 2015 anwendbaren Fassung, für nichtig, insofern sie nicht das Recht für die Eltern beinhalten, auf einfachen, nicht weiter begründeten Antrag für ihre Kinder eine Befreiung von der Teilnahme am Unterricht in einer der anerkannten Religionen oder in nichtkonfessioneller Sittenlehre zu erhalten;

- erhält die Folgen, die die für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Inkrafttreten des Dekrets vom 14. Juli 2015 « zur Einführung einer Befreiungsregelung für die Unterrichte in Religion und nichtkonfessioneller Sittenlehre in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen und in dem von der Französischen Gemeinschaft subventionierten offiziellen Unterrichtswesen » gezeitigt haben, endgültig aufrecht.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 11. Mai 2016.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
J. Spreutels

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/202832]

### Extrait de l'arrêt n° 68/2016 du 11 mai 2016

Numéro du rôle : 6315

*En cause* : le recours en annulation de l'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, introduit par Marianne de Moffarts.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, P. Nihoul et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 17 décembre 2015 et parvenue au greffe le 18 décembre 2015, Marianne de Moffarts, assistée et représentée par Me M. Bourgys, avocat au barreau de Bruxelles, a, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 28/2015 du 12 mars 2015 (publié au *Moniteur belge* du 25 juin 2015), introduit un recours en annulation de l'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. La partie requérante demande l'annulation de l'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, tel qu'il a été inséré par l'article VIII.34 du décret de la Communauté flamande du 8 mai 2009 relatif à l'enseignement XIX.

B.2.1. Le recours en annulation est introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, qui prévoit qu'un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction par, entre autres, toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette ordonnance viole, notamment, une des règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés ou des régions.

B.2.2. Par son arrêt n° 28/2015 du 12 mars 2015, la Cour a dit pour droit :

« L'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves viole l'article 129, § 2, de la Constitution, en ce qu'il s'applique aux membres du personnel d'une école francophone fondamentale relevant de l'enseignement libre subventionné située dans une commune à statut linguistique spécial »

B.3. L'article 19<sup>quater</sup> du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, tel qu'il a été inséré par l'article VIII.34 du décret du 8 mai 2009 relatif à l'enseignement XIX et complété par l'article VII.18 du décret du 9 juillet 2010 relatif à l'enseignement XX, dispose :

« Si la langue administrative n'est pas la même langue que la langue d'enseignement, le membre du personnel appartenant à une fonction de sélection ou de promotion du personnel directeur et enseignant, à un service d'encadrement pédagogique, à la fonction de collaborateur administratif ou à une fonction du personnel administratif, doit maîtriser la langue administrative au niveau B1 du Cadre européen commun de Référence pour Langues.

Si la langue administrative n'est pas la même langue que la langue d'enseignement, le membre du personnel n'étant pas visé à l'alinéa premier doit maîtriser la langue administrative au niveau A2 du Cadre européen commun de Référence pour Langues.

Un membre du personnel remplit les exigences linguistiques en matière de langue administrative, s'il est porteur d'un titre obtenu dans la langue administrative auprès d'un établissement d'enseignement néerlandophone agréé, financé ou subventionné par la Communauté flamande ».

B.4. Par son arrêt n° 28/2015 précité, la Cour a jugé :

« B.7. L'article 19<sup>quater</sup>, en cause, du décret sur le statut du personnel de l'enseignement subventionné concerne spécifiquement le personnel des établissements d'enseignement dans lesquels la langue administrative n'est pas la même que la langue d'enseignement et impose des conditions de connaissance linguistique aux personnes désignées à titre temporaire dans un établissement d'enseignement subventionné par l'autorité flamande. Aux termes de l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret sur le statut du personnel de l'enseignement subventionné, cette condition de connaissance linguistique s'applique également aux membres du personnel nommés à titre définitif. La disposition en cause ne règle pas une matière relevant de l'enseignement.

B.8.1. La Cour doit examiner si le règlement de ces connaissances linguistiques pour les enseignants des écoles libres subventionnées relève de la compétence de régler l'emploi des langues pour l'enseignement dans les établissements créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics.

B.8.2. Dans les matières pour lesquelles le Constituant n'a pas attribué la compétence de régler l'emploi des langues soit au législateur fédéral, soit aux législateurs communautaires, la compétence de régler la matière déterminée comprend celle d'imposer des connaissances linguistiques à la condition qu'existe un lien suffisamment étroit entre la matière concernée et les exigences en cause et à la condition que ces exigences n'aillent pas au-delà de ce qui peut être considéré comme nécessaire pour l'accomplissement raisonnable des tâches concernées.

B.8.3. Il n'en va pas de même dans les matières pour lesquelles le Constituant a attribué la compétence de régler l'emploi des langues à un législateur déterminé. En effet, la compétence de régler la connaissance des langues est, en principe, le corollaire de la compétence de régler l'emploi des langues. Il appartient à l'autorité compétente pour régler l'emploi des langues de déterminer également le niveau de connaissance linguistique requis pour pouvoir satisfaire aux obligations en matière d'emploi des langues et de déterminer la manière dont la preuve de la connaissance linguistique exigée peut être rapportée. Lorsque le législateur fédéral est compétent, en vertu de la Constitution, pour régler l'emploi des langues dans une matière déterminée, il l'est également pour régler la connaissance linguistique dans cette matière. De même, lorsque les communautés sont compétentes, en vertu de la Constitution, pour régler l'emploi des langues dans une matière déterminée, elles le sont également pour régler la connaissance linguistique dans cette matière.

B.9.1. Il s'ensuit que la compétence, visée à l'article 129, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution, de régler l'emploi des langues pour l'enseignement dans les établissements créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics comprend également la compétence d'imposer, en cette matière, des connaissances linguistiques aux enseignants.

B.9.2. En ce qu'elle impose la connaissance d'une langue déterminée à des enseignants, la disposition en cause relève de la compétence de régler l'emploi des langues pour l'enseignement prévue par l'article 129, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et § 2, de la Constitution. En effet, dès lors que le Constituant a désigné un législateur compétent pour régler l'emploi des langues dans les établissements créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics sur un territoire déterminé, les conditions de connaissance linguistique imposées aux enseignants en cette matière doivent être considérées comme un corollaire nécessaire de cette compétence.

[...]

B.11. Dès lors que la compétence de régler l'emploi des langues pour l'enseignement dans les établissements d'enseignement créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics et qui sont situés dans les communes à statut linguistique spécial revient, en vertu de l'article 129, § 2, de la Constitution, au législateur fédéral, le législateur décentralisé n'est pas compétent pour adopter la disposition en cause. Cette disposition n'est dès lors pas conforme à l'article 129, § 2, de la Constitution ».

B.5. Pour des motifs identiques à ceux contenus dans l'arrêt n° 28/2015 précité, le moyen unique est fondé.

Il y a lieu d'annuler l'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, en ce qu'il s'applique aux membres du personnel d'une école francophone fondamentale relevant de l'enseignement libre subventionné située dans une commune à statut linguistique spécial.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, en ce qu'il s'applique aux membres du personnel d'une école francophone fondamentale relevant de l'enseignement libre subventionné située dans une commune à statut linguistique spécial.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 11 mai 2016.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux

Le président,  
J. Spreutels

## GRONDWETTELIJK HOF

[2016/202832]

### Uittreksel uit arrest nr. 68/2016 van 11 mei 2016

Rolnummer : 6315

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 19<sup>quater</sup>, tweede lid, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, ingesteld door Marianne de Moffarts.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, P. Nihoul en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 17 december 2015 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 december 2015, heeft Marianne de Moffarts, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. Bourgys, advocaat bij de balie te Brussel, ingevolge het arrest van het Hof nr. 28/2015 van 12 maart 2015 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 2015) beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 19<sup>quater</sup>, tweede lid, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van artikel 19<sup>quater</sup>, tweede lid, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, zoals ingevoegd bij artikel VIII.34 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 8 mei 2009 betreffende het onderwijs XIX.

B.2.1. Het beroep tot vernietiging is ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, dat bepaalt dat een nieuwe termijn van zes maanden openstaat voor het instellen, door onder meer iedere natuurlijke of rechtspersoon die doet blijken van een belang, van een beroep tot vernietiging van een wet, een decreet of een ordonnantie wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, heeft verklaard dat die wet, dat decreet of die ordonnantie met name een van de regels schendt die zijn vastgesteld bij of krachtens de Grondwet om de respectieve bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen of de gewesten te bepalen.

B.2.2. Bij zijn arrest nr. 28/2015 van 12 maart 2015 heeft het Hof voor recht gezegd :

« Artikel 19<sup>quater</sup>, tweede lid, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding schendt artikel 129, § 2, van de Grondwet, in zoverre het van toepassing is op de personeelsleden van een Franstalige basisschool die behoort tot het gesubsidieerd vrij onderwijs en die gevestigd is in een gemeente met een bijzonder taalstatuut ».

B.3. Artikel 19<sup>quater</sup> van het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, zoals ingevoegd bij artikel VIII.34 van het decreet van 8 mei 2009 betreffende het onderwijs XIX en aangevuld bij artikel VII.18 van het decreet van 9 juli 2010 betreffende het onderwijs XX, bepaalt :

« Indien de bestuurstaal niet dezelfde taal is als de onderwijstaal, moet het personeelslid dat behoort tot een selectie- of bevorderingsambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel, tot een pedagogische begeleidingsdienst, tot het ambt van administratief medewerker of een ambt van het administratief personeel de bestuurstaal beheersen op niveau B1 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen.

Indien de bestuurstaal niet dezelfde taal is als de onderwijstaal, moet het personeelslid dat niet bedoeld is in het eerste lid de bestuurstaal beheersen op niveau A2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen.

Een personeelslid voldoet aan de taalvereisten voor de bestuurstaal als hij in het bezit is van een bekwaamheidsbewijs dat behaald is in de bestuurstaal aan een door de Vlaamse Gemeenschap erkende, gefinancierde of gesubsidieerde Nederlandstalige onderwijsinstelling ».

B.4. Bij zijn voormelde arrest nr. 28/2015 heeft het Hof geoordeeld :

« B.7. Het in het geding zijnde artikel 19<sup>quater</sup> van het Rechtspositiedecreet heeft specifiek betrekking op het personeel van de onderwijsinstellingen waar de bestuurstaal niet dezelfde is als de onderwijstaal en legt taalkennisvereisten op aan diegenen die tijdelijk worden aangesteld in een door de Vlaamse overheid gesubsidieerde onderwijsinstelling. Luidens artikel 31, eerste lid, van het Rechtspositiedecreet geldt die taalkennisvereiste ook voor personeelsleden die in vast verband worden benoemd. De in het geding zijnde bepaling regelt niet een aangelegenheid die onder het onderwijs valt.

B.8.1. Het Hof dient te onderzoeken of de regeling van die taalkennisvereisten voor de leerkrachten van de vrije gesubsidieerde scholen behoort tot de bevoegdheid om het gebruik van de talen voor het onderwijs in de door de overheid opgerichte, gesubsidieerde of erkende instellingen te regelen.

B.8.2. In de aangelegenheden waarvoor de Grondwetgever de bevoegdheid om het gebruik van de talen te regelen niet ofwel aan de federale wetgever ofwel aan de gemeenschapswetgevers heeft toegewezen, omvat de bevoegdheid om een bepaalde aangelegenheid te regelen die om taalkennisvereisten op te leggen, op voorwaarde dat er een voldoende nauwe band bestaat tussen de betrokken aangelegenheid en de desbetreffende vereisten en op voorwaarde dat die vereisten niet verder gaan dan hetgeen als noodzakelijk kan worden beschouwd voor de redelijke vervulling van de betrokken taken.

B.8.3. Hetzelfde geldt niet voor de aangelegenheden waarvoor de Grondwetgever de bevoegdheid om het gebruik van de talen te regelen aan een bepaalde wetgever heeft toegewezen. De bevoegdheid om de taalkennis te regelen is in beginsel immers het uitvloeisel van de bevoegdheid om het gebruik van de talen te regelen. Het komt de overheid die bevoegd is om het gebruik van de talen te regelen toe eveneens het niveau van taalkennis te bepalen dat vereist is om te kunnen voldoen aan de verplichtingen inzake het gebruik van de talen en de wijze te bepalen waarop het vereiste bewijs van taalkennis kan worden geleverd. Wanneer de federale wetgever krachtens de Grondwet bevoegd is om het gebruik van de talen in een bepaalde aangelegenheid te regelen, is hij dat eveneens om de taalkennis in die aangelegenheid te regelen. Evenzo, wanneer de gemeenschappen krachtens de Grondwet bevoegd zijn om het gebruik van de talen in een bepaalde aangelegenheid te regelen, zijn zij dat eveneens om de taalkennis in die aangelegenheid te regelen.

B.9.1. Daaruit volgt dat de in artikel 129, § 1, 2<sup>o</sup>, van de Grondwet bedoelde bevoegdheid om ' het gebruik van de talen ' te regelen voor ' het onderwijs in de door de overheid opgerichte, gesubsidieerde of erkende instellingen ' eveneens de bevoegdheid omvat om, in die aangelegenheid, taalkennisvereisten op te leggen aan de leerkrachten.

B.9.2. In zoverre zij aan leerkrachten de kennis van een bepaalde taal oplegt, ressorteert de in het geding zijnde bepaling onder de bevoegdheid om het gebruik van de talen voor het onderwijs te regelen die is bepaald in artikel 129, § 1, 2<sup>o</sup>, en § 2, van de Grondwet. Aangezien de Grondwetgever een territoriaal bevoegde wetgever heeft aangewezen om het gebruik van de talen voor het onderwijs in de door de overheid opgerichte, gesubsidieerde of erkende instellingen te regelen, moeten de aan de leerkrachten opgelegde taalkennisvereisten, in die aangelegenheid, immers worden beschouwd als een noodzakelijk corollarium van die bevoegdheid.

[...]

B.11. Aangezien de bevoegdheid om het gebruik van de talen te regelen voor het onderwijs in de onderwijsinstellingen die zijn opgericht, gesubsidieerd of erkend door de overheid en die gevestigd zijn in de gemeenten met een bijzonder taalstatuut, krachtens artikel 129, § 2, van de Grondwet, aan de federale wetgever toekomt, is de decreetgever niet bevoegd om de in het geding zijnde bepaling aan te nemen. Die bepaling is dan ook niet verenigbaar met artikel 129, § 2, van de Grondwet ».

B.5. Om redenen die identiek zijn aan die in het voormelde arrest nr. 28/2015, is het enige middel gegrond.

Artikel 19<sup>quater</sup>, tweede lid, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding dient te worden vernietigd, in zoverre het van toepassing is op de personeelsleden van een Franstalige basisschool die behoort tot het gesubsidieerd vrij onderwijs en die gevestigd is in een gemeente met een bijzonder taalstatuut.

Om die redenen,  
het Hof

vernietigt artikel 19<sup>quater</sup>, tweede lid, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, in zoverre het van toepassing is op de personeelsleden van een Franstalige basisschool die behoort tot het vrij gesubsidieerd onderwijs en die gevestigd is in een gemeente met een bijzonder taalstatuut.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 11 mei 2016.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,  
J. Spreutels

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/202832]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 68/2016 vom 11. Mai 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6315

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 19<sup>quater</sup> Absatz 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. März 1991 über den Rechtsstatus bestimmter Personalmitglieder des subventionierten Unterrichts und der subventionierten Zentren für Schülerbetreuung, erhoben von Marianne de Moffarts.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, P. Nihoul und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

#### I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 17. Dezember 2015 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 18. Dezember 2015 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Marianne de Moffarts, unterstützt und vertreten durch RÄin M. Bourgy, in Brüssel zugelassen, infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 28/2015 vom 12. März 2015 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Juni 2015), Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 19<sup>quater</sup> Absatz 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. März 1991 über den Rechtsstatus bestimmter Personalmitglieder des subventionierten Unterrichts und der subventionierten Zentren für Schülerbetreuung.

(...)

#### II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung von Artikel 19<sup>quater</sup> Absatz 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. März 1991 über den Rechtsstatus bestimmter Personalmitglieder des subventionierten Unterrichts und der subventionierten Zentren für Schülerbetreuung, eingefügt durch Artikel VIII.34 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 8. Mai 2009 über den Unterricht XIX.

B.2.1. Die Nichtigkeitsklage wurde aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erhoben, der bestimmt, dass unter anderem jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist, eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz gewährt wird, wenn der Gerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese Ordonnanz insbesondere gegen eine der durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln verstößt.

B.2.2. In seinem Entscheid Nr. 28/2015 vom 12. März 2015 hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

«Artikel 19<sup>quater</sup> Absatz 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. März 1991 über den Rechtsstatus bestimmter Personalmitglieder des subventionierten Unterrichts und der subventionierten Zentren für Schülerbetreuung verstößt gegen Artikel 129 § 2 der Verfassung, insofern er auf die Personalmitglieder einer französischsprachigen Grundschule, die zum subventionierten freien Unterrichtswesen gehört und in einer Gemeinde mit besonderer Sprachenregelung gelegen ist, Anwendung findet».

B.3. Artikel 19<sup>quater</sup> des Dekrets vom 27. März 1991 über den Rechtsstatus bestimmter Personalmitglieder des subventionierten Unterrichts und der subventionierten Zentren für Schülerbetreuung, eingefügt durch Artikel VIII.34 des Dekrets vom 8. Mai 2009 über den Unterricht XIX und ergänzt durch Artikel VII.18 des Dekrets vom 9. Juli 2010 über den Unterricht XX, bestimmt:

«Wenn die Verwaltungssprache nicht dieselbe Sprache wie die Unterrichtssprache ist, müssen die Personalmitglieder, die einem Auswahl- oder Beförderungsamts des Verwaltungs- und Unterrichtspersonals, einem Dienst für pädagogische Begleitung, einem Amt als Verwaltungsmitarbeiter oder einem Amt des Verwaltungspersonals angehören, die Verwaltungssprache auf Niveau B1 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen beherrschen.

Wenn die Verwaltungssprache nicht dieselbe Sprache wie die Unterrichtssprache ist, müssen die anderen Personalmitglieder als diejenigen im Sinne von Absatz 1 die Verwaltungssprache auf Niveau A2 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen beherrschen.

Ein Personalmitglied erfüllt die Anforderungen an die Sprachkenntnisse für die Verwaltungssprache, wenn es im Besitz eines Befähigungsnachweises ist, der in der Verwaltungssprache einer durch die Flämische Gemeinschaft anerkannten, finanzierten oder subventionierten niederländischsprachigen Unterrichtseinrichtung erlangt wurde».

B.4. In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 28/2015 hat der Gerichtshof geurteilt:

«B.7. Der fragliche Artikel 19<sup>quater</sup> des Rechtsstatusdekrets bezieht sich spezifisch auf das Personal der Unterrichtseinrichtungen, in denen die Verwaltungssprache nicht dieselbe ist wie die Unterrichtssprache, und er schreibt Anforderungen an die Sprachkenntnisse vor für diejenigen, die zeitweilig in einer durch die flämische Behörde subventionierten Unterrichtseinrichtung angestellt werden. Gemäß Artikel 31 Absatz 1 des Rechtsstatusdekrets gelten diese Anforderungen an die Sprachkenntnisse auch für endgültig ernannte Personalmitglieder. Die fragliche Bestimmung regelt nicht eine zum Unterricht gehörende Angelegenheit.

B.8.1. Der Gerichtshof muss prüfen, ob die Regelung dieser Anforderungen an die Sprachkenntnisse für die Lehrkräfte der freien subventionierten Schulen zu der Befugnis gehört, den Sprachgebrauch für den Unterricht in den von den öffentlichen Behörden geschaffenen, bezuschussten oder anerkannten Einrichtungen zu regeln.

B.8.2. In den Angelegenheiten, in denen der Verfassungsgeber die Zuständigkeit für die Regelung des Sprachgebrauchs nicht dem föderalen Gesetzgeber oder den Gemeinschaftsgesetzgebern zugewiesen hat, umfasst die Zuständigkeit für die Regelung einer bestimmten Angelegenheit diejenige, Anforderungen an die Sprachkenntnisse aufzuerlegen, unter der Bedingung, dass ein ausreichend enger Zusammenhang zwischen der betreffenden Angelegenheit und den betreffenden Anforderungen besteht, sowie unter der Bedingung, dass diese Anforderungen nicht weiter gehen als das, was als notwendig erachtet werden kann für die sachdienliche Ausführung der betreffenden Aufgaben.

B.8.3. Dies gilt nicht für die Angelegenheiten, in denen der Verfassungsgeber die Zuständigkeit für die Regelung des Sprachgebrauchs einem bestimmten Gesetzgeber zugewiesen hat. Die Zuständigkeit für die Regelung der Sprachkenntnisse ist grundsätzlich nämlich eine logische Folge der Zuständigkeit für die Regelung des Sprachgebrauchs, das erforderlich ist, um die Verpflichtungen in Bezug auf den Sprachgebrauch zu erfüllen, sowie die Weise, auf die der erforderliche Nachweis der Sprachkenntnis erbracht werden kann, festzulegen. Wenn der föderale Gesetzgeber aufgrund der Verfassung befugt ist, den Sprachgebrauch in einer bestimmten Angelegenheit zu regeln, ist er ebenfalls befugt, die Sprachkenntnis in dieser Angelegenheit zu regeln. Ebenso sind die Gemeinschaften, wenn sie aufgrund der Verfassung befugt sind, den Sprachgebrauch in einer bestimmten Angelegenheit zu regeln, auch befugt, die Sprachkenntnis in dieser Angelegenheit zu regeln.

B.9.1. Daraus ergibt sich, dass die in Artikel 129 § 1 Nr. 2 der Verfassung vorgesehene Befugnis, 'den Gebrauch der Sprachen' zu regeln für 'den Unterricht in den von den öffentlichen Behörden geschaffenen, bezuschussten oder anerkannten Einrichtungen', ebenfalls die Befugnis umfasst, in dieser Angelegenheit den Lehrkräften die Anforderungen an die Sprachkenntnisse aufzuerlegen.

B.9.2. Insofern sie den Lehrkräften die Kenntnis einer bestimmten Sprache auferlegt, gehört die fragliche Bestimmung zu der in Artikel 129 § 1 Nr. 2 und § 2 der Verfassung vorgesehenen Befugnis, den Sprachgebrauch für den Unterricht zu regeln. Da der Verfassungsgeber einen territorial zuständigen Gesetzgeber bestimmt hat, um den Sprachgebrauch für den Unterricht in den von den öffentlichen Behörden geschaffenen, bezuschussten oder anerkannten Einrichtungen zu regeln, müssen die diesen Lehrkräften vorgeschriebenen Anforderungen an die Sprachkenntnisse in dieser Angelegenheit nämlich als eine notwendige logische Folge dieser Befugnis gelten.

[...]

B.11. Da die Befugnis, den Sprachgebrauch für den Unterricht in den von den öffentlichen Behörden geschaffenen, bezuschussten oder anerkannten Unterrichtseinrichtungen, die in den Gemeinden mit besonderer Sprachenregelung gelegen sind, zu regeln, aufgrund von Artikel 129 § 2 der Verfassung dem föderalen Gesetzgeber obliegt, ist der Dekretgeber nicht befugt, die fragliche Bestimmung anzunehmen. Diese Bestimmung ist daher nicht vereinbar mit Artikel 129 § 2 der Verfassung».

B.5. Aus den gleichen Gründen wie im vorerwähnten Entscheid Nr. 28/2015 ist der einzige Klagegrund begründet.

Artikel 19<sup>quater</sup> Absatz 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. März 1991 über den Rechtsstatus bestimmter Personalmitglieder des subventionierten Unterrichts und der subventionierten Zentren für Schülerbetreuung ist für nichtig zu erklären, insofern er auf die Personalmitglieder einer französischsprachigen Grundschule, die zum subventionierten freien Unterrichtswesen gehört und in einer Gemeinde mit besonderer Sprachenregelung gelegen ist, Anwendung findet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 19<sup>quater</sup> Absatz 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. März 1991 über den Rechtsstatus bestimmter Personalmitglieder des subventionierten Unterrichts und der subventionierten Zentren für Schülerbetreuung für nichtig, insofern er auf die Personalmitglieder einer französischsprachigen Grundschule, die zum subventionierten freien Unterrichtswesen gehört und in einer Gemeinde mit besonderer Sprachenregelung gelegen ist, Anwendung findet.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 11. Mai 2016.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,

J. Spreutels